

## « Nous voulons mobiliser la rue »

Jean-Paul Huchon (PS)

Président de la région  
Ile-de-France.

Une semaine après avoir annoncé leur refus de siéger au conseil d'administration du Stif (Syndicat des transports d'Ile-de-France), les élus de gauche expliquent ce matin leur démarche aux voyageurs en gare du Nord. Ils auraient dû, le 1<sup>er</sup> juillet, hériter des commandes de cet organisme chargé de gérer les transports en commun dans la région. Estimant la compensation proposée par l'Etat insuffisante, ils laissent pour l'heure leurs sièges vacants.

Comment le gouvernement a-t-il réagi à votre refus de siéger au Stif ?

Nous avons demandé un rendez-vous au Premier ministre et n'avons, pour l'heure, pas eu de réponse. J'ai, par ailleurs, rencontré le ministre de l'Intérieur, qui doit lui en parler. Au printemps, vous sembliez confiant sur les crédits qu'allait vous confier l'Etat.

Que s'est-il passé ?

Soit ses difficultés financières sont devenues telles qu'il ne



S. POLZET / 20 MINUTES

peut plus honorer ce qu'il nous avait fait miroiter, soit c'est une position de principe à l'égard de la région Ile-de-France qu'on considère comme plus riche que les autres. Car les autres régions sont, elles, traitées correctement.

Quel est le sens de la mobilisation de ce matin ?

Nous voulons expliquer aux

usagers que le budget qu'on nous propose ne permet pas de rénover le matériel, de développer les transports de banlieue à banlieue ou d'améliorer le service. Nous comptons sur eux pour mettre en place une mobilisation de rue importante début septembre à l'occasion de la semaine des transports.

Recueilli par Grégory Magne

**débat** Demain à 17 h, un débat est organisé dans l'hémicycle de la région au sujet du budget du Stif. Les élus de gauche recevront les organisations syndicales et les associations d'usagers et de consommateurs.

## L'Intérieur, la Défense et l'Emploi, priorités du budget

Les ministères ont reçu hier les lettres plafonds fixant leurs crédits pour 2006.

Envoyées par les services du Premier ministre, elles déterminent le montant maximum des dépenses de chaque ministère en 2006. Selon les informations rapportées par les quotidiens *Le Monde* et *Les Echos*, l'Intérieur, la Défense, l'Emploi et la Recherche ont été privilégiés. Par contre, l'Economie et les Finances, l'Equipement et les Transports, et l'Agriculture sont perdants. Pour les autres ministères, la situation sera stable par rapport à 2005. Cette année encore, se réjouissait Matignon hier, l'objectif « zéro augmentation des dépenses » est tenu. Mais le budget 2006 n'est pas un budget de rigueur, affirmait-on, il



Dominique de Villepin et Jean-Louis Borloo.

est placé sous le signe de la défense de l'emploi. L'effort de l'Etat affecté à la lutte contre le chômage augmente ainsi de 10 %. Il sera financé par des privatisations et des redéploiements internes. En effet, l'entrée en vigueur de la réforme du budget de l'Etat

permet désormais à chaque ministère de répartir ses crédits comme il l'entend. Enfin, seuls 5 000 postes de fonctionnaires seront supprimés, à comparer aux 60 000 départs à la retraite en 2005. Et 3 000 emplois seront créés pour la recherche.

Angeline Benoit